

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2007;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale, donné le 29 mars 2007;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la protection de la Consommation et de Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques et de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2007;

Gelet op het advies van de Nationale paritaire Commissie, gegeven op 29 maart 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en Consumentenzaken,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Annexe à l'arrêté royal portant approbation du deuxième avenant
au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel

Deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel

Le contrat de gestion conclu entre l'Etat et Infrabel, approuvé par l'arrêté royal du 5 juillet 2005 (modifié par un premier avenant approuvé par l'arrêté royal du 16 novembre 2006), est modifié par les dispositions suivantes :

1. Dans le préambule, le troisième alinéa est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par l'article 5 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire). »

Le préambule est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit :

« - "Autorité de sécurité" : le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de fer créé au sein de la Direction générale Transport terrestre. »

2. A l'article 3, le 3° est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire); »

Au 4° du même article 3, les mots "le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres" sont remplacés par les mots "la loi et ses arrêtés d'exécution;"

Au 5° du même article 3, les mots "le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres" sont remplacés par les mots "la loi et ses arrêtés d'exécution;"

Le 6° du même article 3 est supprimé.

Le même article 3 est complété par la disposition suivante :

« A titre transitoire, en application de l'article 60 de la loi sur la sécurité ferroviaire, Infrabel continue à assumer la certification du personnel des entreprises ferroviaires et du matériel roulant amenés à circuler sur l'infrastructure ferroviaire belge. »

3. A l'article 8, premier alinéa, les mots "(remplacé par l'article 5 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire)" sont insérés après les mots "l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire".

Au deuxième alinéa du même article 8, les mots "(remplacé par la section première du chapitre III de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire)" sont insérés après les mots "l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire".

4. A l'article 9, dernier alinéa, les mots "31 décembre 2006" sont remplacés par les mots "30 juin 2007" et les mots "30 juin 2007" sont remplacés par les mots "31 décembre 2007".

5. A l'article 16, deuxième alinéa, les mots "et de l'exploitation de l'Aéroport de Bruxelles National" sont insérés après les mots "Service de Régulation du Transport ferroviaire".

Le dernier alinéa du même article 16 est supprimé.

6. A l'article 18, premier alinéa, les mots "au point 1.3.2. du RGUIF 7.1.2." sont remplacés par les mots "dans les règles nationales de sécurité".

7. Un littéra *d*) et un article 21*bis*, rédigés comme suit, sont insérés :

d) Mise en service des sous-systèmes.

« Art. 21*bis*. Dans le cas de projets d'investissement ferroviaire nécessitant une autorisation de mise en service de sous-système par l'autorité de sécurité, Infrabel constituera depuis le début de l'étude un dossier de mise en service à adapter en fonction des évolutions.

Afin de répondre au mieux aux dispositions du Titre IV de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire européen à grande vitesse et du système européen conventionnel, Infrabel se concertera avec l'autorité de sécurité pour mettre en place les procédures les plus adéquates. »

8. L'article 23 est remplacé par un nouvel article 23 rédigé comme suit :

§ 1^{er}. En sa qualité de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, Infrabel applique les règles de sécurité de l'infrastructure ferroviaire, y compris les STI, de manière à garantir sur l'ensemble du réseau le plus haut niveau de sécurité, selon la nature des installations et leur utilisation.

Infrabel établit son système de gestion de la sécurité conformément à la loi du 19 décembre 2006 précitée et de ses arrêtés d'exécution.

En l'absence de STI, Infrabel adopte les règles de sécurité en matière d'exploitation de l'infrastructure ferroviaire. Ces règles et leurs modifications sont soumises à l'avis conforme de l'autorité de sécurité, conformément à l'arrêté royal du 13 mars 2007.

Afin de rendre l'avis circonstancié prévu aux articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 16 janvier 2007 portant des exigences et procédures de sécurité applicables au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et aux entreprises ferroviaires, Infrabel collabore activement avec la DGTT dans l'élaboration des règles de sécurité visées à l'article 6, § 2, de la loi précitée, et en particulier lors de la rédaction des cahiers des charges du personnel, du matériel, de l'infrastructure ferroviaire, etc.

§ 2. Sans préjudice de ses prérogatives stipulées à l'article 27 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, Infrabel avertit immédiatement l'autorité de sécurité des infractions dont elle a pris connaissance et pour lesquelles elle n'a pas pu prendre de mesures.

Elle collabore avec les fonctionnaires et agents de la DGTT ainsi qu'avec tout expert dûment mandaté par l'autorité de sécurité chargés de contrôler le respect de la réglementation.

Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité (remplacé par la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire), un rapport de sécurité portant sur l'exercice précédent est transmis chaque année, avant le 30 juin, à l'autorité de sécurité.

Si le niveau de sécurité est inférieur à celui de l'année 2004, Infrabel recherche les causes de cette diminution du niveau de sécurité. Si ces causes lui sont imputables, elle propose les moyens d'y remédier dans ce rapport.

Dès la parution d'un arrêté royal fixant le cadre réglementaire national, le niveau de sécurité sera basé sur les objectifs de sécurité qui y sont définis.

Infrabel collabore activement avec la SNCB Holding pour l'établissement d'un plan d'action suite aux constats de l'audit de la sécurité d'exploitation à la SNCB, effectué en 2003-2004 à la demande du Ministre de la Mobilité. Le projet de plan d'action est soumis à la DGTT et au Ministre de la Mobilité pour le 31 mars 2005 au plus tard. Infrabel met tout en oeuvre afin d'exécuter ce plan d'action et adressera à la DGTT et au Ministre de la Mobilité un reporting semestriel à ce sujet.

§ 3. Infrabel collabore avec les membres de l'organisme d'enquête visé dans la loi du 19 décembre 2006, relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire ainsi qu'avec tout expert dûment mandaté par lui, chargés de mener des enquêtes en cas d'accidents ou incidents graves ayant mis en cause la sécurité d'exploitation.

Elle collabore avec la SNCB Holding en vue de l'analyse prévue à l'article 20, deuxième alinéa, de la loi du 19 décembre 2006 précitée, dans le cadre d'enquêtes pour lesquelles l'organisme d'enquête a communiqué à la SNCB Holding sa décision de ne pas procéder lui-même à l'enquête.

En attendant que les modalités de rédaction de la relation journalière et des rapports relatifs aux accidents/incidents soient définies par voie d'arrêté ministériel, le contenu des documents précités se compose des éléments suivants :

- relation: le numéro d'ordre du rapport d'accident à rédiger, les données générales, la relation succincte des faits, les mesures prises pour rétablir le service, les causes et les conséquences;

- rapport d'accident: données générales, relation des faits et si possible, les causes et les conséquences de l'accident et les mesures qui ont été prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

§ 4. Infrabel se concerta avec la DGTT et l'organisme d'enquête sur les modalités de la collaboration citée aux paragraphes ci-dessus.

9. Le titre du chapitre IV est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire) »

10. L'article 27, deuxième alinéa, est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par l'annexe I^{re} de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire). »

Le quatrième alinéa du même article 27 est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par l'article 51 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire) »

11. A l'article 28, premier alinéa, les mots "et de l'exploitation de l'Aéroport de Bruxelles National" sont insérés après les mots "Service de Régulation du Transport ferroviaire".

Le deuxième alinéa du même article 28 est supprimé.

12. A l'article 31, premier alinéa, les mots "et de l'exploitation de l'Aéroport de Bruxelles National" sont insérés après les mots "Service de Régulation du Transport ferroviaire".

Le deuxième alinéa du même article 31 est supprimé.

13. A l'article 32, deuxième alinéa, les mots "(remplacé par la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et ses arrêtés d'exécution)" sont insérés après les mots "l'arrêté royal du 12 mars 2003 et autres règlements d'exécution".

Au cinquième alinéa du même article 32, les mots "(remplacé par les articles 49 à 60 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire)" sont insérés après les mots "l'arrêté royal du 12 mars 2003".

14. L'article 34 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. La DGTT et le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'exploitation de l'Aéroport de Bruxelles National peuvent consulter tous les éléments qui interviennent dans le calcul de la redevance.

A sa demande, le Service de Régulation a un droit de regard sur les factures établies par Infrabel concernant la redevance d'utilisation de l'infrastructure. »

15. Le chapitre VII et l'article 35 sont remplacés par la disposition suivante :

« VII. CERTIFICATION DU PERSONNEL DES ENTREPRISES FERROVIAIRES ET DU MATERIEL ROULANT

Art. 35. A titre transitoire :

- En vertu de l'article 60 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et dans le respect des dispositions du cahier des charges du personnel et du cahier des charges du matériel, Infrabel assure la certification du personnel de sécurité des entreprises ferroviaires et de leurs auxiliaires ainsi que des matériels roulants amenés à circuler sur l'infrastructure ferroviaire belge dans le cadre des dossiers de demande de certificat de sécurité introduits avant le 2 février 2007.

- Jusqu'au 23 janvier 2008, Infrabel poursuit la délivrance des licences des conducteurs et des certificats d'accompagnateurs de train telle que visée au chapitre premier du titre IV de l'arrêté royal du 16 janvier 2007 portant des exigences et procédures de sécurité applicables au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et aux entreprises ferroviaires.

Sans préjudice de la compétence de certification entièrement transférée à l'autorité de sécurité sur la base de la loi du 19 décembre 2006, relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire :

- Afin de rendre l'avis circonstancié prévu par l'article 25 de l'arrêté royal du 16 janvier 2007 relatif à l'agrément de sécurité et au certificat de sécurité, Infrabel est invitée à analyser les documents repris à l'annexe 4, 1^o, 2^o et 3^o de la loi précitée spécifiquement sur la conformité du personnel au système de gestion de la sécurité et sur l'adéquation du matériel roulant à son infrastructure.

- De manière générale, en vertu de l'article 14, troisième alinéa, de la loi du 19 décembre 2006 précitée, Infrabel apporte son assistance technique à l'autorité de sécurité dans l'accomplissement de ses tâches et notamment lors de la mise en service ou en circulation du matériel roulant, lors du contrôle de la licence de conducteur de trains, du certificat d'accompagnateur de trains ou du matériel roulant. »

16. A l'article 39, dernier alinéa, les mots "31 octobre 2006" sont remplacés par les mots "31 octobre 2007".

17. A l'article 41, deuxième alinéa, premier tiret, les mots "édition 2007 à partir du 1^{er} janvier 2007;" sont ajoutés.

Au sixième alinéa du même article 41, les mots "encore à créer par le Roi" sont remplacés par les mots "créé par l'arrêté royal du 26 janvier 2006".

18. L'article 48.7 est complété par la disposition suivante:

« Lorsque le mécanisme d'indexation contractuelle repris en annexe 3, point II, présente un écart supérieur à 3 % pour le calcul de la dotation de l'année t+1, Infrabel et la SNCB se concertent avec la SNCB Holding, afin que cette dernière présente un rapport sur l'évolution des prix unitaires ressortant des adjudications ferroviaires de travaux, ainsi que le résultat de leurs dernières formules de révision de prix, portant sur les mêmes paramètres. Ce rapport est établi pour le 15 avril de l'année t. »

19. A l'article 57, le premier alinéa est complété par la disposition suivante :

« En 2007 exceptionnellement, cette dotation est majorée de 1.300 milliers d'euros 2007 qui sont immédiatement reversés par Infrabel à la SA Astrid afin qu'elle réalise et entretienne la couverture radio-Astrid du "tunnel nord-sud d'Anvers" et du "tunnel de Soumagne" ».

Au même article 57, la dernière phrase du troisième alinéa est remplacée par la disposition suivante :

« La DGTT, en concertation avec Infrabel, la SNCB Holding et la SNCB déterminera plus précisément, pour le 30 juin 2007, les tâches du SSICF et ses besoins : la compensation sur la dotation d'Infrabel sera, de cette manière, mieux délimitée dans le cadre du prochain contrat de gestion. Sur cette base, l'effectif maximum décrit en annexe 9 pourra le cas échéant être revu avant la conclusion du prochain contrat de gestion. »

20. L'article 58 est remplacé par un nouvel article 58, rédigé comme suit :

« Art. 58. Complémentairement à la dotation visée à l'article 57, l'Etat s'engage à verser une dotation spécifique, à partir de 2007, en vue de couvrir le déficit d'exploitation lié à la mise en service du RER.

Le montant tient compte notamment, des redevances provenant d'un nombre plus élevé de trains-km, des dépenses relatives aux frais de personnel et d'entretien des installations.

Pour les années 2007 à 2010, ce montant est estimé en euros 2007 comme suit:

2007 : 2.384 milliers euros;

2008 : 2.246 milliers euros;

2009 : 1.262 milliers euros;

2010 : 1.262 milliers euros.

La mise à disposition de ces montants est liée à la mise en œuvre de la desserte RER. Infrabel s'engage à contribuer à la mise en œuvre de l'offre RER telle que décrite en annexe 4. Infrabel donne annuellement une actualisation des charges et produits supplémentaires associés à la nouvelle offre. Cette actualisation reprend au minimum les détails qui ont été communiqués lors de l'évaluation des montants mentionnés ci-dessus. Cette actualisation entraînera, le cas échéant, une adaptation des montants susmentionnés.

Ces dotations sont indexées selon le principe repris en annexe 3, point 1. »

21. A l'article 59, le premier tiret est complété par la disposition suivante :

« (remplacé par la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire). »

22. Un article 60bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 60bis. Au plus tard le 15 décembre de chaque année, Infrabel versera la partie non utilisée de la dotation d'investissement au "Fonds des Investissements Ferroviaires" conformément aux dispositions de la loi-programme du 27 décembre 2006 et de l'arrêté royal du 28 décembre 2006. »

23.1. A l'article 69, deuxième alinéa et sixième alinéa, les mots "à la SA Sopima" sont remplacés par les mots "au tiers". Dans le septième alinéa, les mots "à la SA Sopima" sont remplacés par "au Fonds de l'Infrastructure Ferroviaire"

23.2. Le même article 69 est complété par la disposition suivante :

« Dans le cadre de l'article 18 du présent contrat de gestion (procédure de désaffectation de lignes), Infrabel informe le FIF de l'impact de sa proposition sur la valeur des actifs de celui-ci. Cette information est transmise au Ministre des Entreprises publiques. »

24. L'article 71 est complété par la disposition suivante :

« Infrabel donne libre accès à son domaine aux membres de l'organisme d'enquête, ou à tout expert auquel ce dernier a fait appel en raison de ses compétences opérationnelles et techniques nécessaires pour mener l'enquête.

Elle donne libre accès à son domaine à la SNCB Holding en vue de l'analyse prévue à l'article 20, deuxième alinéa, de la loi du 19 décembre 2006 précitée, dans le cadre des enquêtes pour lesquelles l'organisme d'enquête a communiqué à la SNCB Holding sa décision de ne pas procéder lui-même à l'enquête. »

25.1. A l'article 74, quatrième alinéa, le cinquième tiret "Au sujet de la consommation énergétique" est complété, dans son deuxième alinéa, par la disposition suivante :

« Les résultats de cette consultation de marché seront communiqués à la DGTT pour le 30 juin 2007. »

25.2. Au même article 74, un septième tiret, rédigé comme suit, est ajouté :

- « Au sujet du tri sélectif des déchets :

Pour la fin 2007, Infrabel équipera en collaboration avec la SNCB Holding, les quais des gares d'Anvers-Central, Bruxelles-Central, Bruxelles-Midi, Bruxelles-Nord, Charleroi, Gand-Saint-Pierre, Liège-Guillemins, Louvain, Namur, Ostende et Ottignies de poubelles sélectives pour la collecte sélective respectivement des emballages PMC, du papier/carton, du verre et des déchets. Ce projet sera évalué au premier trimestre 2008 en vue d'une nouvelle extension. »

Au nom de l'Etat belge,

Pour Infrabel,

La Vice-Première Ministre, Ministre du Budget,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,

Luc LALLEMAND, administrateur délégué

B. TUYBENS

En présence :

Luc VANSTEENKISTE, directeur général

du Ministre de la Mobilité,

R. LANDUYT

de la SNCB-Holding,

Jannie HAEK, administrateur délégué

Vincent BOURLARD, directeur général

de la Société nationale des Chemins de fer Belges,

Marc DESCHEEMAECCKER, administrateur délégué

Richard GAYETOT, directeur général

Bijlage bij het koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel

Tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel

Het beheerscontract gesloten tussen de Staat en Infrabel, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 5 juli 2005 (gewijzigd met een eerste bijvoegsel goedgekeurd bij koninklijk besluit van 16 november 2006), wordt gewijzigd door de volgende bepalingen :

1. In de inleiding wordt het derde lid aangevuld met volgende bepaling :

« (vervangen door artikel 5 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur) ».

De inleiding wordt aangevuld met een vierde streepje dat luidt als volgt :

« - "Veiligheidsinstantie" : de Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen opgericht bij het Directoraat-Generaal van het Vervoer te Land. »

2. Artikel 3, 3° wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« (vervangen door de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur) »;

Bij 4° van hetzelfde artikel 3 worden de woorden "door de Koning zijn vastgelegd bij in de Ministerraad overlegd besluit" vervangen door de woorden "door de wet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn vastgelegd";

Bij 5° van hetzelfde artikel 3 worden de woorden "door de Koning zijn vastgelegd bij in de Ministerraad overlegd besluit" vervangen door de woorden "door de wet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn vastgelegd";

6° van hetzelfde artikel 3 wordt geschrapt.

Hetzelfde artikel 3 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Bij wijze van overgang, in toepassing van artikel 60 van de wet op de spoorwegveiligheid, blijft Infrabel instaan voor de certificatie van het personeel van de spoorwegondernemingen en van het rollend materieel dat op de Belgische spoorweginfrastructuur zal rijden.

3. Bij artikel 8, eerste lid, worden de woorden "(vervangen door artikel 5 van de wet van 19 december 2006 betreffende de veiligheid van de spoorwegexploitatie en de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur)" ingevoegd na de woorden "het koninklijk besluit van 12 maart 2003 aangaande de gebruiksvoorwaarden van de spoorweginfrastructuur" ».

Bij het tweede lid van datzelfde artikel 8 worden de woorden "(vervangen door de eerste sectie van hoofdstuk III van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur)" ingevoegd na de woorden "koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de gebruiksvoorwaarden van de spoorweginfrastructuur".

4. Bij artikel 9, laatste lid, worden de woorden "31 december 2006" vervangen door de woorden "30 juni 2007" en de woorden "30 juni 2007" vervangen door de woorden "31 december 2007".

5. Bij artikel 16, tweede lid, worden de woorden "en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal" ingevoegd na de woorden "Dienst Regulering van het Spoorvervoer".

Het laatste lid van datzelfde artikel 16 wordt geschrapt.

6. Bij artikel 18, eerste lid, worden de woorden "punt 1.3.2 van het ARGSI 7.1.2" vervangen door de woorden "in de nationale veiligheidsregels,"

7. Er worden een letter *d*) en een artikel 21*bis* ingevoegd, die luiden als volgt :

d) Indienstelling van subsystemen

« Art. 21*bis*. In het geval van projecten van spoorweginvesteringen die de toelating tot indienstelling van subsystemen vergen van de veiligheidsinstantie, stelt Infrabel van bij het begin van de studie een indienstellingsdossier op dat wordt aangepast volgens de evolutie.

Om zo goed mogelijk te beantwoorden aan de bepalingen van Titel IV van het Koninklijk besluit betreffende de interoperabiliteit van het trans-Europese hogesnelheidsspoorwegsysteem en van het conventionele spoorwegsysteem, zal Infrabel overleggen met de veiligheidsinstantie om de efficiëntste procedures toe te passen.

8. Artikel 23 wordt vervangen door een nieuw artikel 23 dat luidt als volgt :

§ 1. In haar hoedanigheid van beheerder van de spoorweginfrastructuur, past Infrabel de veiligheidsregels toe van de spoorweginfrastructuur, met inbegrip van de TSI, om op het volledige net de grootste veiligheidsgraad te waarborgen, volgens de aard van de installaties en hun gebruik.

Infrabel zet haar veiligheidsbeheerssysteem op volgens de voornoemde wet van 19 december 2006 en zijn uitvoeringsbesluiten.

Bij gebrek aan TSI, neemt Infrabel de veiligheidsregels aan op het stuk van de exploitatie van de spoorweginfrastructuur. Die regels en hun wijzigingen worden onderworpen aan het eenvormig advies van de veiligheidsinstantie conform het koninklijk besluit van 13 maart 2007.

Om het uitvoerig advies bepaald bij de artikelen 12 en 15 van het koninklijk besluit van 16 januari 2007 houdende veiligheidsvereisten en -procedures van toepassing op de spoorweginfrastructuurbeheerder en de spoorwegondernemingen uit te brengen, werkt Infrabel actief mee met het DGVL bij de uitwerking van de veiligheidsregels bedoeld in artikel 6, § 2 van de voornoemde wet en, in het bijzonder, bij de opstelling van de bestekken inzake personeel, materieel, spoorweginfrastructuur enz.

§ 2. Zonder afbreuk te doen van haar voorrechten bepaald in artikel 27 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur, brengt Infrabel onmiddellijk de veiligheidsinstantie op de hoogte van inbreuken waarvan zij kennis heeft gekregen en waarvoor ze geen maatregelen heeft kunnen nemen.

Ze werkt samen met de ambtenaren en de bedienden van het DGVL alsook met elke door de veiligheidsinstantie behoorlijk gemachtigde deskundige, die belast zijn met de controle op het naleven van de reglementering.

Conform de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003 (vervangen door de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen) wordt elk jaar, vóór 30 juni aan de veiligheidsinstantie een veiligheidsverslag over het voorgaande jaar overgelegd.

Als het veiligheidsniveau onder dat van 2004 ligt, zoekt Infrabel naar de redenen van die vermindering van het veiligheidsniveau. Als de oorzaken aan haar te wijten zijn, stelt ze in dit verslag de middelen voor om dit te verhelpen.

Zodra het koninklijk besluit verschijnt dat het nationale reglementaire kader vastlegt, zal het veiligheidsniveau gebaseerd zijn op de erin bepaalde veiligheidsdoelstellingen.

Infrabel werkt actief mee met de NMBS Holding aan het opstellen van een actieplan naar aanleiding van de bevindingen van de audit van de exploitatieveiligheid bij de NMBS, uitgevoerd in 2003-2004 in opdracht van de Minister van Mobiliteit. Het ontwerp van actieplan wordt uiterlijk tegen 31 maart 2005 aan het DGVL en de Minister van Mobiliteit voorgelegd. Infrabel stelt alles in het werk om dit actieplan te implementeren en zal hierover zesmaandelijks rapporteren aan het DGVL en de Minister van Mobiliteit.

§ 3. Infrabel werkt samen met de leden van het onderzoeksorgaan bedoeld in de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen alsook met elke door hem behoorlijk gemachtigde deskundige, belast met het voeren van de onderzoeken in geval van ongevallen of ernstige voorvallen die de exploitatieveiligheid in het gedrang hebben gebracht.

Ze werkt samen met de NMBS Holding met het oog op de analyse voorgeschreven in artikel 20, tweede lid, van de voornoemde wet van 19 december 2006, in het kader van de onderzoeken waarvoor het onderzoeksorgaan aan de NMBS Holding zijn beslissing heeft meegedeeld om niet zelf het onderzoek te voeren.

In afwachting dat bij ministerieel besluit de modaliteit voor de opmaak van het dagelijkse relaas en de verslagen m.b.t. de ongevallen/incidenten worden vastgelegd bestaat de inhoud van genoemde documenten uit de volgende elementen :

- relaas : het volgnummer van het op te maken ongevalsverslag, de algemene inlichtingen, het beknopt relaas van de feiten, de maatregelen voor het herstel van de dienst, de oorzaken en gevolgen;

- ongevalsverslag : algemene gegevens, en relaas van de feiten, en indien mogelijk de oorzaken en gevolgen van het ongeval en de maatregelen die werden genomen om een herhaling te vermijden.

§ 4. Infrabel pleegt overleg met het DGVL en het onderzoeksorgaan over de modaliteiten van de in voorgaande paragrafen aangehaalde samenwerking.

9. De titel van hoofdstuk IV wordt aangevuld met volgende bepaling :

« (vervangen door de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur). »

10. Artikel 27, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« (vervangen door bijlage I van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur) »

Het vierde lid van datzelfde artikel 27 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« (vervangen door artikel 51 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur) »

11. Bij artikel 28, eerste lid, worden de woorden "en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal" ingevoegd na de woorden "Dienst Regulering van het Spoorvervoer".

Het tweede lid van datzelfde artikel 28 wordt geschrapt.

12. Bij artikel 31, eerste lid, worden de woorden "en van de exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal" ingevoegd na de woorden "Dienst Regulering van het Spoorvervoer".

Het tweede lid van datzelfde artikel 31 wordt geschrapt.

13. Bij artikel 32, tweede lid, worden de woorden "(vervangen door de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur en zijn uitvoeringsbesluiten)" ingevoegd na de woorden "koninklijk besluit van 12 maart 2003 en andere uitvoeringsreglementen".

In het vijfde lid van datzelfde artikel 32 worden de woorden "(vervangen door de artikelen 49 tot 60 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur)" ingevoegd na de woorden "koninklijk besluit van 12 maart 2003".

14. Artikel 34 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. Het DGVL en de Dienst Regulering van het Spoorvervoer en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal mogen alle elementen raadplegen die aan bod komen in de berekening van de heffing.

Op zijn verzoek heeft de Dienst Regulering inzage recht op de facturen die Infrabel opstelt aangaande de heffing voor het gebruik van de infrastructuur. »

15. Hoofdstuk VII en artikel 35 worden vervangen door volgende bepaling :

« VII. CERTIFICERING VAN HET PERSONEEL VAN DE SPOORWEGONDERNEMINGEN EN VAN HET ROLLEND MATERIEEL

Art. 35. Bij wijze van overgang :

- Krachtens artikel 60 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en de naleving van de bepalingen van het bestek van het personeel en van het bestek van het materieel, staat Infrabel in voor de certificering van het veiligheidspersoneel van de spoorwegondernemingen en hun hulpondernemingen

alsook van het rollend materieel dat op de Belgische spoorweginfrastructuur zal rijden in het kader van de dossiers van de aanvragen van het veiligheidscertificaat ingediend vóór 2 februari 2007.

- Tot 23 januari 2008 levert Infrabel de licenties af voor de bestuurders en de certificaten van de treinbegeleiders zoals bepaald in het eerste hoofdstuk van titel IV van het koninklijk besluit van 16 januari 2007 houdende veiligheidsvereisten en -procedures van toepassing op de spoorweginfrastructuurbeheerder en de spoorwegondernemingen.

Zonder afbreuk te doen aan de certificeringsbevoegdheid die totaal wordt overgeheveld naar de veiligheidsinstantie op basis van de wet van 19 december 2006, betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen :

- om het uitvoerig advies te kunnen uitbrengen, bepaald bij artikel 25 van het koninklijk besluit van 16 januari 2007 betreffende de veiligheidsrkenning en het veiligheidscertificaat, wordt Infrabel verzocht de documenten te analyseren van bijlage 4, 1^o, 2^o en 3^o van de voornoemde wet, in het bijzonder over de conformiteit van het personeel met het veiligheidsbeheersysteem en de gelijkwaardigheid van het rollend materieel op haar infrastructuur.

- Algemeen, krachtens artikel 14, derde lid van de voornoemde wet van 19 december 2006, brengt Infrabel haar technische bijstand in bij de veiligheidsinstantie bij de vervulling van haar taken en in het bijzonder bij de indienststelling of het in verkeer brengen van rollend materieel, bij de controle van de licentie van treinbestuurder, het certificaat van treinbegeleider of het rollend materieel. »

16. Bij artikel 39, laatste lid, worden de woorden "31 oktober 2006" vervangen door de woorden "31 oktober 2007".

17. Bij artikel 41, tweede lid, eerste streepje, worden de woorden "uitgave 2007 vanaf 1 januari 2007" bijgevoegd.

In het zesde lid van datzelfde artikel 41, worden de woorden "dat nog door de Koning moet worden opgericht" vervangen door "opgericht bij koninklijk besluit van 26 januari 2006".

18. Artikel 48.7 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Wanneer het contractuele indexeringsmechanisme van bijlage 3, punt II, een verschil vertoont van meer dan 3% voor de berekening van de toelage van het jaar t+1, plegen Infrabel en de NMBS overleg met de NMBS Holding, opdat deze laatste een verslag overlegt over de evolutie van de eenheidsprijzen van de spoorwegaanbestedingen voor werken, alsook het resultaat van de laatste formules voor prijsherziening, die betrekking hebben op dezelfde parameters. Dit verslag wordt opgesteld tegen 15 april van het jaar t ».

19. Bij artikel 57 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende bepaling :

« Uitzonderlijk in 2007 wordt die toelage vermeerderd met 1.300 duizend euro 2007 die onmiddellijk door Infrabel worden doorgestort aan de N.V. Astrid opdat die de Astrid- radiodekking zou uitvoeren en onderhouden van de "Noord-Zuid tunnel Antwerpen" en de "tunnel van Soumagne ».

Bij hetzelfde artikel 57 worden de laatste twee zinnen van het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het DGVL zal in overleg met Infrabel, de NMBS Holding, en de NMBS, uiterlijk tegen 30 juni 2007, de taken van de DVIS en zijn behoeften nader bepalen : de compensatie op de toelage van Infrabel zal zo beter worden afgebakend in het kader van het volgende beheerscontract. Op die basis kan het in bijlage 9 beschreven maximumeffectief, in voorkomend geval, worden herzien voor het volgende beheerscontract wordt gesloten. »

20. Artikel 58 wordt vervangen door een nieuw artikel 58 dat luidt als volgt :

« Art. 58. Naast de toelage bepaald in artikel 57, verbindt de Staat zich ertoe vanaf 2007 een specifieke toelage te storten om het exploitatiekort voortvloeiend uit de indienststelling van het GEN, te dekken.

Het bedrag houdt in het bijzonder rekening met de heffingen die voortkomen uit een groter aantal treinkilometer, de uitgaven betreffende de personeelskosten en de onderhoudskosten van de installaties.

Voor de jaren 2007 tot 2010 wordt dit bedrag in euro 2007 geraamd als volgt :

2007 : 2.384 duizend euro;

2008 : 2.246 duizend euro;

2009 : 1.262 duizend euro;

2010 : 1.262 duizend euro.

De terbeschikkingstelling van die bedragen is verbonden aan de uitvoering van de GEN-bediening. Infrabel verbindt zich ertoe bij te dragen tot de uitvoering van het GEN-aanbod zoals beschreven in bijlage 4. Infrabel geeft jaarlijks een actualisering van de extra kosten en baten met betrekking tot het nieuwe aanbod. Die actualisering geeft ten minste de details weer die werden meegedeeld bij de evaluatie van de hierboven vermelde bedragen. Deze actualisering zal indien nodig leiden tot een aanpassing van de bovenstaande bedragen.

Die toelagen zijn geïndexeerd volgens het principe van bijlage 3, punt 1 ».

21. Bij artikel 59 wordt het eerste streepje aangevuld met de volgende bepaling :

« (vervangen door de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur) »

22. Een artikel 60 bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 60 bis. Infrabel zal uiterlijk op 15 december van elk jaar het niet aangewende deel van de investeringstoelage storten in het "Fonds voor Spoorweginvesteringen" volgens de bepalingen van de programmawet van 27 december 2006 en van het koninklijk besluit van 28 december 2006. »

23.1. Bij artikel 69, tweede en zesde lid, worden de woorden "aan de NV Sopima" vervangen door de woorden "aan derden". In het zevende lid worden de woorden "aan de NV Sopima" vervangen door "aan het Fonds voor Spoorweginfrastructuur".

23.2. Hetzelfde artikel 69 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In het raam van artikel 18 van dit beheerscontract (procedure voor de buitendienststelling van lijnen), informeert Infrabel het FSI over de impact van haar voorstel over de waarde van de activa van deze laatste. Die informatie wordt bezorgd aan het Ministerie van Overheidsbedrijven.

24. Artikel 71 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Infrabel verleent vrije toegang tot haar domein aan de leden van het onderzoeksorgaan of aan elke gemachtigde deskundige waarop dit laatste een beroep doet vanwege zijn operationele bevoegdheden en de voor het onderzoek vereiste technieken.

Ze verleent vrije toegang op haar domein aan de NMBS Holding met het oog op de analyse voorgeschreven in artikel 20, tweede lid, van de voornoemde wet van 19 december 2006, in het kader van de onderzoeken waarvoor het onderzoeksorgaan aan de NMBS Holding zijn beslissing heeft meegedeeld om niet zelf het onderzoek te voeren. »

25.1. Bij artikel 74, vierde lid, wordt het vijfde streepje "Met betrekking tot energieverbruik " aangevuld in het tweede lid met volgende bepaling :

« De resultaten van die marktraadpleging worden meegedeeld aan het DGVL tegen 30 juni 2007. »

25.2. Bij hetzelfde artikel 74 wordt een zevende streepje toegevoegd dat luidt als volgt :

- "Met betrekking tot het selectief sorteren van afval :

In samenwerking met NMBS Holding zal Infrabel tegen eind 2007, de perrons van de stations, Antwerpen-Centraal, Brussel-Centraal, Brussel-Noord, Brussel-Zuid, Charleroi, Gent-St. Pieters, Leuven, Luik-Guillemins, Namen, Oostende en Ottignies uitrusten met trieervuilbakken voor de selectieve inzameling van respectievelijk PMD-verpakkingen, papier/karton, glas en restafval. Dit project zal in het eerste kwartaal 2008 geëvalueerd worden met het oog op een verdere uitbreiding."

Namens de Belgische Staat,
De Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS
in aanwezigheid van :
de Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT
de NMBS-Holding,
Jannie HAEK, gedelegeerd bestuurder
Infrabel,
Marc DESCHEEMAECCKER, gedelegeerd bestuurder

Voor Infrabel,

Luc LALLEMAND, gedelegeerd bestuurder

Luc VANSTEENKISTE, directeur generaal

Vincent BOURLARD, directeur generaal

Richard GAYETOT, directeur generaal

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2007 — 2478

[2007/201793]

3 JUNI 2007. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 9 août 2005, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur, relative à l'octroi de la prépension conventionnelle à 58 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Vu la convention collective de travail n°17, conclue la 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 9 août 2005, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur, relative à l'octroi de la prépension conventionnelle à 58 ans.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2007 — 2478

[2007/201793]

3 JUNI 2007. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 augustus 2005, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen, betreffende de toekenning van het conventioneel brugpensioen op 58 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 9 augustus 2005, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen, betreffende de toekenning van het conventioneel brugpensioen op 58 jaar.